

Fanny Gallot¹, Paula Andrea Lenguita²

Le travail reproductif des ouvrières en lutte en France et en Argentine dans les années 1968

Le concept de « travail reproductif » s'est trouvé popularisé en France avec les premières traductions de Silvia Federici³ et notamment avec des études récentes où elle analyse le caractère patriarcal du capitalisme⁴. Mais surtout, il est approprié plus largement à l'occasion de la crise sanitaire mondiale et dans un contexte de mobilisations féministes massives mettant en œuvre la stratégie de la grève féministe : articulant travail domestique et travail professionnel, tandis que les Théories de la Reproduction Sociale se trouvent appropriées mondialement et notamment en France et en Argentine⁵. Cependant, si l'on affine encore, la réception du concept en France s'opère dans les milieux militants et académiques, son usage reste encore marginal tandis qu'en Argentine, l'appropriation du concept se fait plus massivement du fait de l'ampleur de la contestation féministe⁶.

Cette conceptualisation permet de penser sous la forme d'un continuum le travail qui favorise la reproduction de la vie, dans sa dimension domestique d'une part, dans le cadre du travail domestique, et dans sa dimension professionnelle d'autre part, dans le cadre des métiers dits du *care*. Ce continuum permet d'expliquer la déqualification qui s'opère dans ce type de métiers et la dimension internationale de la division sexuée du travail que les rapports sociaux de classe, de race et de sexe alimentent. Autrement dit, la prise en charge du travail reproductif

¹ CRHEC, UPEC, France. Histoire des femmes.

² Centro de Estudios e Investigaciones Laborales, Buenos Aires, Argentina. Histoire des femmes et manifestation féministes

³ Silvia Federici, *Caliban et la sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive*, Paris, Entremonde, 2014.

⁴ Silvia Federici, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019.

⁵ Les Théories de la Reproduction Sociale comprennent des textes visant à envisager la manière dont la force de travail se trouve reproduite. Elles consistent en une relecture de Marx avec la notion de travail reproductif. Il s'agit d'une appellation réalisée *a posteriori*, comprenant également des élaborations féministes des années 1970.

⁶ Paula Andrea Lenguita, «Rebelión de las pibas: trazos de una memoria feminista en Argentina», *Revista de Estudios de Género. La ventana*, Vol. 6, no. 54, 2021.

s'effectue, comme le travail productif, à l'échelle internationale et au niveau national, on assiste non seulement à une division sexuée du travail, mais aussi raciale car il est pris en charge par un nombre chaque jour croissant de femmes migrantes, immigrées ou racisées, entre autres.

L'enjeu de cette contribution est d'examiner à l'aune de cette nouvelle conceptualisation, nos recherches respectives sur les ouvrières dans les années 1968 dans un contexte « d'insurgencia obrera »⁷ et « d'insubordination ouvrière »⁸. Il ne s'agira pas d'opérer une comparaison terme à terme mais bien de revisiter leurs revendications, leurs modes d'actions pour envisager les spécificités des deux pays en montrant comment la grève constitue un catalyseur faisant apparaître l'articulation entre travail productif et reproductif. Sous cette hypothèse, ce travail combine des sources diverses. Pour la France, les archives syndicales (CGT et CFDT) sont complétées par quelques entretiens. Pour l'Argentine, la contribution s'appuie principalement sur la presse militante et le Service de Documentation et d'Information sur le Travail de ce pays⁹. Avant de montrer comment la conceptualisation en termes de « travail reproductif » peut permettre de repenser l'implication des ouvrières dans les luttes des années 1970, il est nécessaire de présenter les deux cas et leur contexte.

La lutte des ouvrières à *Bagley* et chez Chantelle dans les années 1968

En Argentine, comme dans d'autres pays d'Amérique Latine, les femmes ont joué un rôle central, mais rarement relevé par l'historiographie, dans tout le processus de résistance aux dictatures dans les années soixante¹⁰. Lors de l'épisode démocratique du Troisième

⁷ Ruth Werner et Facundo Aguirre. *Insurgencia obrera en la Argentina. 1969-1976*, Buenos Aires, IPS, 2016.

⁸ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968 : essai d'histoire politique des usines*, PUR, 2007.

⁹ Darío Dawyd, «El Fondo Dimase en el CEIL-CONICET. Aportes del servicio de Documentación e Información Laboral (DIL) al estudio del movimiento obrero y la política argentina (1960-1989)», *Archivos*, no. 11, 2020.

¹⁰ Pour une meilleure compréhension du rôle joué par les femmes dans la résistance aux dictatures latino-américaines : Paula Andrea Lenguita, « La resistencia de las mujeres en gobiernos autoritarios : Argentina y Brasil (1955-1968) », Buenos Aires, CEI, 2020.

Péronisme¹¹, une forte contestation ouvrière résiste à l'appel à l'apaisement du gouvernement du Juan Perón. Elle se prolongera au-delà de la mort de Perón, le 1 juillet 1974, jusqu'au coup d'État en 1976¹².

En 1973, c'est donc dans un climat de contestation¹³ que se déclenche une grève des travailleuses et travailleurs de l'industrie alimentaire. L'usine alimentaire *Bagley*, située au cœur de la ville de Buenos Aires, dans le quartier de *Barracas*, est occupée à la suite de cette mobilisation. Début 1974, lors de l'occupation de l'usine, une majorité des 3 500 travailleurs de l'usine étaient des travailleuses. Dans ce soulèvement, deux des revendications étaient liées à des enjeux directs de reproduction : l'augmentation des salaires des femmes ayant des enfants à charge et l'installation d'une crèche pour emmener leurs enfants sur le lieu de travail, comme le raconte la chronique militante de ce conflit des travailleuses de l'industrie alimentaire¹⁴.

Selon un rapport du Service d'information et de documentation sur le travail, entre février et septembre 1974, la grève se décompose en différentes étapes¹⁵. Dans les premiers mois, deux femmes sont licenciées en répression de la grève. Puis, grâce à la solidarité d'autres usines alimentaires, la confrontation s'intensifie. Le gouvernement péroniste cherche alors à pacifier le pays en initiant la politique du « Pacte Social » qui rend illégale la grève chez *Bagley* comme dans d'autres

¹¹ Il porte ainsi le nom d'une période de l'histoire argentine, qu'a marqué la reprise de la démocratie -après une période de dictature civil-militaires- et le retour du péronisme au pouvoir, après des années de proscription. Bien qu'elle couvre en fait du 25 mai 1973 au coup d'État civil-militaire du 26 mars 1976, les différentes politiques adoptées par chaque président péroniste au cours de la période remettent en question l'homogénéité dans la désignation de ce tronçon dans l'histoire argentine. Dans cette étude, nous traitons de l'occupation de l'usine *Bagley* en 1974, réalisée entre la politique du Pacte social de la présidence de Juan Perón, la crise qu'a déclenché sa mort et les actions armées souvenues lors de certaines grèves sous le gouvernement d'Isabel Perón.

¹² Elizabeth Jelin, «Conflictos Laborales en la Argentina, 1973-1976», *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 40, no. 2, 421-463.

¹³ Paula Andrea Lenguita, «Rebelión de las obreras en el Tercer Peronismo» *Revista de Estudios Marítimos y Sociales*, Año 13, no. 16, 2020, 205-220.

¹⁴ Dans une chronique du conflit mise en lumière par le Revue *Noticias*, le 21 juin 1974, on peut voir l'image de femmes réunies en assemblée, et dans l'abaissement de la photo il est dit : « Asamblea de obreros de *Bagley* : la mayoría son mujeres y quieren guardería para sus hijos » (Assemblée ouvrière de *Bagley* : la plupart sont des femmes et elles veulent faire crèche leurs enfants), 10.

¹⁵ Rapport de documentation et d'information sur le travail N. 168/169, 1974.

entreprises. Plus d'une centaine de femmes de l'usine sont alors suspendues.

Sans soutien syndical, les travailleuses décident d'organiser des manifestations à l'extérieur de l'usine et de mettre en place une « soupe populaire » pour la survie des familles des femmes licenciées. Un peu plus tard, après la mort de Juan Perón, avec l'escalade du conflit, c'est toute l'équipe de nuit qui est suspendue¹⁶. La rébellion des ouvrières n'en est qu'accrue.

Le 26 juillet 1974, la police réprime une manifestation aux portes de l'usine et arrête deux femmes, accusées de tenir la caisse de grève et la « soupe populaire » des grévistes. Ce n'est que fin de 1974, et après la séquestration d'un dirigeant de l'usine, qu'une négociation débouche sur la réincorporation des travailleuses suspendues.

En France, outre le moment Mai-juin 1968 durant lequel les ouvrières entrent en grève illimitée avec occupation, l'usine Chantelle de Saint-Herblain (Loire Atlantique) est marquée par deux grèves importantes dans la période : 1976 et 1981.

En 1976, la grève démarre suite au licenciement d'une ouvrière sur un autre site. A part la réintégration, d'autres revendications tel que « le treizième mois, une heure d'information syndicale, le paiement d'un jour pour la garde d'un enfant malade, l'augmentation des salaires ainsi qu'une prime d'ancienneté mensuelle »¹⁷, sont ajoutées tandis que les syndicats CFDT et CGT, sous la pression des féminismes, intègrent des revendications concernant les femmes, explicitant un continuum d'exploitation dans le cadre professionnel et le cadre domestique, en évoquant par exemple la « surexploitation de la travailleuse » et la double journée de travail, parmi d'autres revendications. Au fond, elles dénoncent l'infantilisation qu'elles vivent au quotidien à l'usine.

Mais surtout, c'est la grève de 1981/1982 qui a marqué les ouvrières. Après l'élection de François Mitterrand, les réformes promises n'interviennent pas dans la temporalité annoncée ce qui encourage la CGT à faire pression sur le gouvernement avec le déclenchement de plusieurs conflits. Dans cette configuration politique générale, le développement de la responsabilisation des salarié-e-s par la pratique de l'autocontrôle de la production se traduit par la mise en place du contrôle

¹⁶ Rapport de documentation et d'information sur le travail N. 172/220, 1974.

¹⁷ CHT, UL CFDT, Chantelle 2, tract intersyndical, Nantes, le 25 février.

statistique en octobre 1981 à l'usine de Saint-Herblain. Les organisations syndicales critiquent cette nouvelle mesure¹⁸ à laquelle s'ajoute un climat répressif maintes fois dénoncé¹⁹, surtout depuis l'arrivée du nouveau directeur Monsieur Gourgues embauché pour rétablir l'ordre dans l'entreprise²⁰. La sanction prise à l'encontre de deux ouvrières pour avoir pris une pause trop longue déclenche la grève illimitée le 19 novembre 1981. La tension, devenue conflit ouvert, s'exprime désormais hors des murs de l'usine puisque les ouvrières sollicitent le soutien des autorités politiques et économiques locales et des autres usines de l'agglomération et tentent d'élargir le conflit aux autres usines du groupe. Devant le blocage de la direction, et après avoir séquestré le directeur pendant une après-midi le 3 décembre, les ouvrières décident d'occuper l'usine le 7 décembre, la direction ne s'étant pas présentée au moment de l'embauche. Pendant que les autres usines du groupe se joignent progressivement au conflit²¹, les grévistes organisent des journées portes ouvertes, manifestent et passent les réveillons de Noël²² et du jour de l'an à l'usine. Elles cessent finalement la grève le 15 janvier 1982, ayant obtenu une augmentation de salaire de 2%, une prime ponctuelle de 1 000 frs, des heures d'information syndicales trimestrielles, une évaluation du contrôle statistique le deuxième et le quatrième mois, ainsi que l'arrêt du rendement pour les femmes enceintes deux mois avant leur congé de maternité. La grève *des Chantelle*, comme on les appelle alors dans la presse, suscite l'engouement de la population, entre autres parce qu'il s'agit d'une grève de femmes. Dans la défense de la dignité, en mobilisant un répertoire d'action élargi malgré la charge d'enfants « en bas-âge »²³, un collectif de femmes grévistes se forme.

Dans ces deux grèves, la prise en charge des enfants intervient que

¹⁸ Dès le 30 octobre, les deux organisations rédigent un tract pour « agir contre » le contrôle statistique. CHT, UL CFDT, Chantelle 2, tract intersyndical du 30 octobre 81.

¹⁹ Un tract de la CGT Chantelle intitulé « Travaille et tais-toi », est diffusé le 8 juillet 1980. Le syndicat y dénonce : « discipline, discipline, tel est le mot d'ordre de la direction ». CHT, UL CFDT, Chantelle 2.

²⁰ Eve Meuret Campfort, *Lutter « comme les mecs » : le genre du militantisme ouvrier dans une usine de femmes*, Le Croquant, 2021.

²¹ Lorient se met en grève avec occupation et les ouvrières d'Épernay débrayent. CHT, UL CFDT, Chantelle 2, tract intersyndical du 11 décembre 1981.

²² Dominique Loiseau, *Marre d'être sages !*, Nantes, Éd. du Centre d'histoire du travail, 2008.

²³ Entretien avec Patricia Denis, réalisé pour le film *Rue des filles de Chantelle*, été 1994.

ce soit en termes de revendications portées à leurs occasions ou en termes d'organisation de la grève, dans un contexte où le féminisme se diffuse à l'usine bien que les ouvrières ne s'en réclament pas²⁴.

Le « travail reproductif » pour repenser l'engagement des ouvrières en France et en Argentine

Les ouvrières de *Chantelle* et de *Bagley* n'effectuent pas à proprement parler un travail reproductif d'un point de vue professionnel, mais bien plutôt un travail productif. Cependant, l'un et l'autre sont inextricablement liés et la grève en constitue un révélateur comme les Théories de la Reproduction Sociale permettent de le souligner.

Chez *Chantelle*, les revendications des ouvrières prennent en charge des aspects relatifs à la maternité tel que les congés enfants malades ou l'allongement du congé de maternité. De même, le travail domestique s'articule avec le travail professionnel dans la charge mentale des ouvrières à l'usine, le continuum de la pression du temps ou encore dans les échanges à la machine à café ; enfin, le syndicalisme des ouvrières peut également s'envisager comme un travail de *care*, d'écoute des collègues, de prise en charge de leur quotidien²⁵. Le travail reproductif existe dans le travail productif quotidien de l'usine. Lors de la grève des *Chantelle*, les enfants font littéralement leur entrée à l'usine. Les grèves constituent donc un catalyseur et font apparaître plus clairement encore la manière dont travail productif et reproductif s'articulent. Le travail reproductif apparaît sous différentes formes dans le quotidien de l'usine, conditionnant le travail productif. La grève relie et visibilise explicitement les différentes dimensions dans la pratique. Pour autant, s'il s'agit d'une grève rendant visible le travail reproductif à de nombreux égards, il ne peut s'agir d'une grève féministe, les ouvrières en récusant l'appellation²⁶.

Dans ce soulèvement, deux des revendications étaient liées à des enjeux de reproduction : l'augmentation des salaires des femmes ayant

²⁴ Fanny Gallot et Eve Meuret-Campfort, « Des ouvrières en lutte dans l'après 1968. Rapports au féminisme et subversions de genre », *Politix*, vol. 109, no. 1, 2015, 21-43.

²⁵ Fanny Gallot, *En décodre, comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, La Découverte, 2015.

²⁶ Fanny Gallot et Eve Meuret-Campfort, *op. cit.*

des enfants à charge et l'installation d'une crèche pour emmener leurs enfants sur le lieu de travail. Pour ce qui concerne l'Argentine, les études ont porté sur la présence féminine dans le monde du travail salarié, en mettant l'accent sur la mesure et l'évaluation du travail féminin²⁷. Les travaux plus récents portent sur l'analyse du travail féminin domestique et extra domestique (axé sur l'industrie alimentaire, textile et vestimentaire, services administratifs, santé et éducation)²⁸ et ses représentations²⁹.

L'enjeu est ici de faire le lien entre ces différentes approches en élargissant la conceptualisation de « travail » en incorporant le « non-salariée », montrant et déformant un domaine d'exploitation des femmes, fonctionnel pour le capital et en mettant en cause l'opposition entre la sphère publique et la sphère intérieure. Car en définitive, ces frontières sont flexibles et difficiles à délimiter pour les travailleurs et les travailleuses. En effet, la sphère domestique est essentielle au monde de la production, même si elle semble floue ou cachée aux yeux de l'historiographie androcentrique.

Les travaux portant sur les ouvrières argentines d'après-guerre concentrent leur attention sur certaines industries : les téléphones, les textiles et l'alimentation³⁰, retraçant les dynamiques de grèves et de syndicalisation. Mais l'attention portée au problème de la reproduction est faible, en grande partie parce que l'élaboration militantes et politiques restait masculine, invisibilisant le travail domestique assuré par les femmes.

Par exemple, dans le cas de l'industrie *Bagley*, dont la main d'œuvre est majoritairement féminine, c'est la revendication d'une crèche qui déclenche le conflit. Cependant, après des mois d'occupation et de répression, les femmes ont choisi d'accepter une augmentation de salaire, renonçant à leur revendication initiale. Autrement dit, chez *Bagley*, une usine mixte, les revendications liées au travail reproductif se trouvent

²⁷ Recchini de Lattes, Z., La participación económica femenina en la Argentina desde la segunda posguerra hasta 1970, *Cuadernos del CENEP*, 17 (66), 1980, 301-317.

²⁸ Zulma Lobato, *Historia de las trabajadoras en la Argentina (1869-1960)*, Buenos Aires, Edhasa, 2007.

²⁹ Graciela Queirolo, Dobles tareas: los análisis de Hosefina Marpons sobre el trabajo femenino en la década de 1930. *Anuario de la Escuela de Historia Virtual*, Año 9, no. 7, 81-97.

³⁰ Andrea Andújar, « Historia social del trabajo y género en la Argentina del siglo XX: balance y perspectiva », *Archivos*, no. 8, 2017.

finalement subordonnées, pour laisser place aux revendications salariales. Comme Mirta Lobato l'a également analysé, les questions proprement liées au travail reproductif des femmes étaient invisibles pour les luttes syndicales pendant cette période³¹. Une analyse qui provoque aujourd'hui un débat parmi les féministes des années soixante du pays³².

Quels ont été les ressorts de la relégation des revendications initiales des travailleuses de *Bagley* ? C'est lors de la mise en place de la politique du « Pacte Social » qui rend illégale la grève que les femmes perdent le contrôle du conflit. Si la soupe populaire et les manifestations permettent de maintenir la visibilité du conflit, les actions des ouvrières passent au second plan lorsqu'un groupe armé séquestre un dirigeant de l'usine. Elles sont alors écartées des négociations de fin de conflit, de même que leurs revendications portant sur le travail reproductif, pourtant à l'origine de la grève.

Conclusion

Dans cet article, nous présentons les résultats partiels d'une étude sur la théorie de la reproduction dans les grèves insurrectionnelles en Argentine et au France, dans les années 1968. Il repose sur l'analyse de deux occupations d'usine à main d'œuvre majoritairement féminine. Plutôt que de chercher à comparer mécaniquement les conflits des deux pays, nous analysons les spécificités de chaque situation : les revendications des femmes argentines en grève au début des années 1970 et celles des femmes françaises au début des années 1980. L'examen croisé des cas nous a permis de comprendre les différents contextes politiques dans lesquels les questions de reproductions entrent en jeu. Même ainsi, on perçoit dans les deux expériences quelles sont les difficultés pour que les revendications relatives au travail reproductif des femmes soient appropriées par les syndicats, dans un pays comme dans l'autre.

La faible attention de la presse syndicale et militante de l'époque aux questions de reproduction rend délicate l'appréhension de ces enjeux. Tandis qu'en France, la visibilisation du travail reproductif s'appuie sur la

³¹ Mirta Lobato, « Mujeres obreras, protesta y acción gremial en la Argentina: los casos de la industria frigorífica y textil en Berisso », *Historia y género*, Buenos Aires, CEAL, 1993.

³² Paula Andrea Lenguita, « Mujeres que dicen basta. El trabajo femenino en las feministas de los años setenta », *Testimonios*, Año 10, no. 10, 2021.

mise en avant et l'appropriation large des revendications concernant l'amélioration des conditions de travail, « la insurgencia obrera » reste centrée sur les salaires ce qui laisse peut-être moins de marges à l'apparition de ces revendications. On les retrouve néanmoins chez certains groupes féministes au début des années 1970³³.

La répression incite les travailleurs et les travailleuses à faire sortir le travail reproductif hors de l'usine avec la mise en place de « soupes populaires » alors que la solidarité s'organise dans l'usine en France. Bien que les contextes soient très distincts, il nous semble essentiel de creuser cette articulation entre travail productif et reproductif de façon plus systématique : rompre avec une conception qui les distingue permet sans aucun doute d'interroger les luttes du monde du travail et le syndicalisme à nouveau frais.

Bibliographie

Andrea Andújar, «Historia social del trabajo y género en la Argentina del siglo XX: balance y perspectiva», *Archivos*, no. 8, 2017.

Dominique Loiseau, *Marre d'être sages !* Nantes, Éd. du Centre d'histoire du travail, 2008.

Darío Dawyd, El Fondo Dimase en el CEIL-CONICET. Aportes del servicio de Documentación e Información Laboral (DIL) al estudio del movimiento obrero y la política argentina (1960-1989), *Archivos*, no. 11, 2020.

Elizabeth Jelin, «Conflictos Laborales en la Argentina, 1973-1976», *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 40, no. 2, pp. 421-463.

Eve Meuret Campfort, *Lutter « comme les mecs » : le genre du militantisme ouvrier dans une usine de femmes*, Le Croquant, 2021.

Fanny Gallot et Eve Meuret-Campfort, «Des ouvrières en lutte dans l'après 1968. Rapports au féminisme et subversions de genre», *Politix*, vol. 109, no. 1, 2015, pp. 21-43.

Fanny Gallot, *En découdre, comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, La Découverte, 2015.

Graciela Queirolo, Dobles tareas: los análisis de Hosefina Marpons sobre el trabajo femenino en la década de 1930. *Anuario de la Escuela de Historia Virtual*, Año 9, no. 7, pp. 81-97.

³³ Paula Andrea Lenguita, *Mujeres que dicen basta*, 2021, *op. cit.*

Mirta Zulma Lobato, «Mujeres obreras, protesta y acción gremial en la Argentina: los casos de la industria frigorífica y textil en Berisso», *Historia y género*, Buenos Aires, CEAL, 1993.

Mirta Zulma Lobato, *Historia de las trabajadoras en la Argentina (1869-1960)*, Buenos Aires, Edhasa, 2007.

Mirta Zulma Lobato, *La vida en las fábricas. Trabajo, protesta y política en una comunidad obrera, Berisso (1904-1970)*, Buenos Aires, Prometeo, 2001.

Paula Andrea Lenguita, «Mujeres que dicen basta. El trabajo femenino en las feministas de los años setenta», *Testimonios*, Año 10, no. 10, 2021.

Paula Andrea Lenguita, «Rebelión de las pibas: trazos de una memoria feminista en Argentina», *Revista de Estudios de Género. La ventana*, Vol. 6, no. 54, 2021

Paula Andrea Lenguita, «Rebelión de las obreras en el Tercer Peronismo» *Revista de Estudios Marítimos y Sociales*, Año 13, no. 16, 2020, pp. 205-220.

Paula Andrea Lenguita, *La resistencia de las mujeres en gobiernos autoritarios: Argentina y Brasil (1955-1968)*, CEIL, 2020

Ruth Werner et Facundo Aguirre. *Insurgencia obrera en la Argentina. 1969-1976*, Buenos Aires, IPS, 2016

Silvia Federici, *Le caliban et la sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive*, Paris, Entremonde, 2014

Silvia Federici, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019

Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968 : essai d'histoire politique des usines*, PUR, 2007.

Zulma Recchini de Lattes, Z., La participación económica femenina en la Argentina desde la segunda posguerra hasta 1970, *Cuadernos del CENEP*, 17 (66), 1980, pp. 301-317.